



***Mandat***  
***et***  
***Règlement intérieur***  
***de la***  
***Commission économique***  
***pour l'Amérique latine***

NATIONS UNIES

## CORRIGENDA

Au cours de sa neuvième session, la Commission Economique pour l'Amérique Latine a apporté à son Règlement les amendements ci-dessous:

### Article 11 (10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> lignes)

On lit: qui participent officiellement

On doit lire: accrédités

### Article 34

On doit lire:

Les projets de résolution et les amendements de fond ou propositions de fond sont remis par écrit au Secrétaire exécutif qui les distribue aux représentants vingt-quatre heures avant qu'ils puissent être discutés et mis aux voix, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Cet article ne s'applique pas aux motions d'ordre telles que les motions de clôture ou d'ajournement.

### Chapitre X (titre)

On lit: Publicité des séances

On doit lire: Séances publiques et à huis clos

### Chapitre XII (titre)

On lit: Sous-commissions, autres organismes subsidiaires et comités

On doit lire: Sous-commissions, comités et autres organismes subsidiaires

NATIONS UNIES

**Mandat**  
**et**  
**Règlement intérieur**  
**de la**  
**Commission économique**  
**pour l'Amérique latine**



*New York, 1960*

E/CN.12/544

## TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
MANDAT DE LA COMMISSION . . . . .	1
RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION	
<i>Chapitres</i>	
I. — Sessions . . . . .	5
II. — Ordre du jour . . . . .	6
III. — Représentation. Vérification des pouvoirs . . . . .	7
IV. — Bureau . . . . .	8
V. — Secrétariat . . . . .	9
VI. — Conduite des débats . . . . .	10
VII. — Vote . . . . .	11
VIII. — Langues . . . . .	12
IX. — Comptes rendus . . . . .	12
X. — Publicité des séances . . . . .	13
XI. — Relations avec les organisations non gouvernementales . . . . .	13
XII. — Sous-commissions, autres organismes subsidiaires et comités . . . . .	15
XIII. — Rapports . . . . .	15
XIV. — Amendements et suspension d'application . . . . .	15



## MANDAT DE LA COMMISSION

### ***Adopté par le Conseil économique et social à sa sixième session et amendé à ses neuvième, treizième et vingt-huitième sessions***

1. La Commission économique pour l'Amérique latine, agissant conformément aux principes des Nations Unies et sous la haute autorité du Conseil, devra, à condition de ne prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment du gouvernement de ce pays :

a) Prendre des mesures et participer à leur exécution, en vue de faciliter une action concertée pour résoudre les problèmes économiques urgents nés de la guerre, relever le niveau de l'activité économique en Amérique latine et maintenir, en les renforçant, les relations économiques des pays de l'Amérique latine, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde ;

b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes ou études sur les problèmes économiques et techniques et sur l'évolution économique et technique dans les pays d'Amérique latine, dans la mesure où la Commission le jugera utile ;

c) Entreprendre ou faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre économique, technique et statistique dans la mesure où la Commission jugera utile de le faire ;

d) Apporter une attention toute particulière, dans le cours de ses activités, aux problèmes du développement économique, et aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées, qui serviront de base à une action de caractère pratique visant à favoriser le développement économique de cette région ;

e) Aider le Conseil économique et social et son comité de l'assistance technique à s'acquitter de leurs fonctions en ce qui concerne le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, en les aidant notamment à évaluer les projets entrepris au titre de l'assistance technique dans la région de l'Amérique latine ;

f) Dans l'exercice des fonctions énumérées ci-dessus, traiter comme il convient des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.

2. La Commission orientera son activité tout particulièrement vers l'étude des problèmes qui se posent en Amérique latine en raison du déséquilibre de l'économie mondiale et vers la recherche de solutions à ces problèmes, ainsi que vers tous autres problèmes intéressant l'économie mondiale, afin de réaliser la collaboration des pays d'Amérique latine à l'effort commun ayant pour but le relèvement et la stabilité économiques à l'échelle mondiale.

3. a) Pourront faire partie de la Commission : les Etats de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, et de la région des Antilles, Membres de l'Organisation des Nations Unies, et, en outre, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Tout territoire situé dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission, toute partie ou tout groupe de tels territoires pourra, en adressant à la Commission une demande qui sera présentée par le Membre responsable des relations internationales de ce territoire, de cette partie ou de ce groupe de territoires, être admis par la Commission en qualité de membre associé. Si l'un de ces territoires, l'une de ces parties ou l'un de ces groupes de territoires vient à assurer lui-même la responsabilité de ses relations internationales, il pourra être admis en qualité de membre associé de la Commission sur présentation directe de sa propre demande.

b) Les représentants de membres associés pourront participer, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Commission siégeant soit en commission, soit en comité.

c) Les représentants des membres associés pourront être nommés membres de tout comité ou de tout organe subsidiaire que la Commission pourrait créer et auront le droit de faire partie du bureau de ces organismes.

4. Dans l'ordre géographique, la compétence de la Commission s'étendra aux vingt Etats de l'Amérique latine, Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux territoires de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud participant aux travaux de la Commission et limitrophes de l'un quelconque de ces Etats, ainsi qu'aux territoires des Antilles participant aux travaux de la Commission.

5. La Commission a qualité pour adresser des recommandations sur toute question qui relève de sa compétence, directement aux gouvernements intéressés qui sont membres ou membres associés de la Commission, aux gouvernements admis à titre consultatif, ainsi qu'aux institutions spécialisées intéressées. La Commission devra présenter au Conseil, pour examen préalable, toutes propositions relatives à des activités qui auraient des répercussions importantes sur l'ensemble de l'économie mondiale.

6. La Commission invitera tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen qu'elle pourra consacrer à toute question présentant un intérêt particulier pour ce pays non membre, se conformant pour cela aux usages du Conseil économique et social.

7. a) La Commission invitera des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations quand elles se rapporteront à des points de son ordre du jour relatifs à des questions de leur compétence; elle pourra inviter des observateurs de telles autres organisations intergouvernementales



dont la présence lui paraîtra souhaitable, conformément à la pratique du Conseil.

b) La Commission prendra des dispositions en vue de consultations avec les organisations non gouvernementales que le Conseil économique et social a admises au statut consultatif, en application des principes approuvés par le Conseil à cette fin.

8. a) La Commission prendra des mesures pour assurer le maintien de la liaison nécessaire avec les autres organismes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées en s'attachant particulièrement à éviter tout double emploi.

b) La Commission établira la liaison et la coopération appropriées avec les autres commissions économiques régionales, conformément aux résolutions et aux directives du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

9. La Commission collaborera avec les organes compétents du système interaméricain et prendra les mesures nécessaires pour coordonner son activité avec celles de ces organes; en cas de besoin, elle agira de même à l'égard de la Commission des Caraïbes afin d'éviter tout double emploi dans l'activité de ces organismes et la sienne propre; à cette fin, la Commission aura le droit d'établir et s'efforcera de réaliser des accords de travail avec les organes intéressés du système interaméricain, en vue de l'étude, poursuivie en commun ou séparément, des problèmes économiques de sa compétence ou en vue de leur solution, ainsi que de l'échange aussi complet que possible des renseignements nécessaires pour la coordination de leurs efforts dans le domaine économique. La Commission invitera l'Union panaméricaine à désigner un représentant pour assister aux séances de la Commission à titre consultatif.

10. La Commission pourra, après avoir consulté toute institution spécialisée intéressée, et avec l'approbation du Conseil, constituer tous organismes subsidiaires qu'elle jugera utiles pour faciliter l'accomplissement des tâches qui lui incombent.

11. La Commission adoptera son propre règlement intérieur, y compris le mode d'élection de son président.

12. La Commission présentera au Conseil, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires.

13. Le budget administratif de la Commission sera financé sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies.

14. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommera le personnel de la Commission; ce personnel fera partie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

15. La Commission aura son siège à Santiago du Chili. La première session de la Commission se tiendra en cette ville dans le premier

semestre de l'année 1948. A chaque session, la Commission décidera du lieu où se tiendra la session suivante, en prenant pour règle que tous les pays de l'Amérique latine doivent être choisis à cet effet à tour de rôle.

16. Le Conseil procédera de temps à autre à un examen spécial des travaux de la Commission.

## REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION

***Adopté par la Commission à sa première session et amendé à ses deuxième, troisième, quatrième, cinquième et huitième sessions, ainsi que par le Comité plénier à sa session de février 1952***

### CHAPITRE PREMIER

#### Sessions

##### *Article premier*

a) La Commission devra, à chaque session, en accord avec le Secrétaire général, proposer la date et le lieu de la session suivante, cette proposition restant sujette à l'approbation du Conseil. Les sessions de la Commission auront également lieu dans les quarante-cinq jours de la communication faite au Secrétaire exécutif d'une demande à cet effet par le Conseil économique et social et, dans ce cas, le Secrétaire général fixera le lieu de telles sessions en consultation avec le Président de la Commission.

b) Dans des cas spéciaux, la date et le lieu des sessions pourront être modifiés par le Secrétaire général en accord avec le Président de la Commission et le Comité intérimaire chargé du calendrier des conférences. A la demande de la majorité des membres de la Commission, le Secrétaire général, en accord avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences, pourra également modifier la date et le lieu de la session.

##### *Article 2*

Les recommandations de la Commission concernant le lieu de réunion de chaque session devront observer le principe suivant lequel tous les pays de l'Amérique latine doivent être choisis à tour de rôle.

##### *Article 3*

Le Secrétaire exécutif veillera à ce que les gouvernements membres reçoivent, six semaines au moins avant le début d'une session, une convocation indiquant la date d'ouverture de la session, un exemplaire de l'ordre du jour provisoire et trois exemplaires au moins de chacun des rapports, travaux et documents qui devront être examinés à la session.

Ces rapports, travaux et documents devront être transmis aux gouvernements membres dans la langue que ces derniers indiqueront, conformément à l'article 44 du présent règlement intérieur.

#### *Article 4*

La Commission invite les Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne font pas partie de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen des questions qui les concernent particulièrement.

#### *Article 5*

La Commission invite des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations, quand elles se rapportent à des points de son ordre du jour relatifs à des questions de leur compétence; elle peut inviter des observateurs de telles autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraît souhaitable, conformément à la pratique du Conseil.

#### *Article 6*

La Commission invitera le Conseil économique et social interaméricain à désigner un représentant pour assister à titre consultatif aux séances de la Commission.

### CHAPITRE II

#### **Ordre du jour**

#### *Article 7*

Le Secrétaire exécutif dresse, de concert avec le Président, l'ordre du jour provisoire de chaque session. Cet ordre du jour est adressé, avec la lettre de convocation, aux membres de la Commission, aux institutions spécialisées, au Conseil économique et social interaméricain, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et à celles des organisations non gouvernementales de la catégorie B et du registre dont la présence a paru souhaitable.

#### *Article 8*

L'ordre du jour provisoire de chaque session comprend:

- a) L'examen du rapport du Secrétaire exécutif mentionné à l'article 24;
- b) Les questions découlant de sessions antérieures de la Commission;
- c) Les questions proposées par le Conseil économique et social;
- d) Les questions proposées par des membres de la Commission;
- e) Les questions proposées par une institution spécialisée conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et ces institutions;
- f) Les questions proposées par le Conseil économique et social interaméricain;

g) Les questions proposées par les organisations non gouvernementales de la catégorie A, sous réserve des dispositions de l'article 10;

h) Toute autre question que le Président ou le Secrétaire exécutif juge nécessaire d'y inscrire.

#### *Article 9*

Avant d'inscrire à l'ordre du jour provisoire une question proposée par une institution spécialisée ou par le Conseil économique et social interaméricain, le Secrétaire exécutif procède, avec l'institution ou le Conseil, aux consultations préliminaires qui peuvent être nécessaires.

#### *Article 10*

Les organisations non gouvernementales de la catégorie A peuvent proposer l'inscription de questions à l'ordre du jour provisoire de la Commission dans les conditions ci-après:

a) Toute organisation qui désire proposer l'inscription d'une question doit en informer le Secrétaire exécutif soixante-trois jours au moins avant l'ouverture de la session et, avant de proposer officiellement l'inscription de la question, elle devra dûment prendre en considération toutes observations que le Secrétaire exécutif pourrait faire;

b) La proposition, accompagnée des documents de base pertinents, devra être officiellement déposée au plus tard quarante-neuf jours avant le début de la session. La question sera inscrite à l'ordre du jour de la Commission si les deux tiers au moins des membres présents et votants en décident ainsi.

#### *Article 11*

Après adoption de l'ordre du jour, la Commission peut à tout moment l'amender.

Au cas où un gouvernement membre n'aurait pas reçu, dans le délai de six semaines fixé par l'article 3, les rapports, travaux et documents qui devront être examinés à la session, il aura le droit de demander que les points auxquels se rapportent lesdits rapports, travaux et documents soient exclus de l'ordre du jour, et la Commission devra faire immédiatement droit à cette demande.

Sans préjudice de ce qui précède, si, la Commission étant saisie de la question, les trois quarts ou plus des membres qui participent officiellement à la session insistent pour que le point soit néanmoins discuté, la décision de cette majorité sera respectée.

### CHAPITRE III

#### **Représentation. Vérification des pouvoirs**

#### *Article 12*

Chaque Etat membre est représenté à la Commission par un délégué accrédité.

### *Article 13*

Tout représentant peut s'adjoindre des suppléants et des conseillers : en cas d'absence, il peut se faire remplacer par un suppléant.

### *Article 14*

Les pouvoirs des délégués et le nom des suppléants sont remis sans retard au Secrétaire exécutif.

### *Article 15*

Le Président et les Vice-Présidents examinent les pouvoirs et font rapport à la Commission.

## CHAPITRE IV

### **Bureau**

### *Article 16*

Au début de chaque session, la Commission élit parmi ses représentants un président, deux vice-présidents et un rapporteur, qui restent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

### *Article 17*

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par l'un des vice-présidents. S'il est à nouveau absent lors d'une séance ultérieure, il est remplacé par l'autre vice-président, puis les deux vice-présidents alternent en suivant l'ordre alphabétique espagnol. Les dispositions du présent article ne valent que pour une session ou une partie de session.

### *Article 18*

Si le Président cesse d'être le représentant d'un membre de la Commission ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses fonctions, l'un des vice-présidents sera élu président pour la période qui reste à courir. L'autre vice-président continuera à assumer ses fonctions comme il est prévu dans le règlement intérieur.

### *Article 19*

Le Vice-Président, lorsqu'il fait fonction de Président, a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.

### *Article 20*

Le Président, ou le Vice-Président quand il fait fonction de Président, participe aux séances de la Commission en cette qualité et non comme représentant de l'Etat membre qui l'a accrédité. La Commission

permet à un suppléant de représenter cet Etat membre aux séances de la Commission et d'y exercer le droit de vote de cet Etat.

## CHAPITRE V

### **Secrétariat**

#### *Article 21*

Le Secrétaire exécutif agit en cette qualité à toutes les séances de la Commission et de ses organismes subsidiaires. Il peut charger un adjoint de le remplacer aux réunions.

#### *Article 22*

Le Secrétaire exécutif ou son représentant peut, à toute séance, présenter des exposés oraux ou écrits sur toute question à l'étude.

#### *Article 23*

Le Secrétaire exécutif dirige le personnel fourni par le Secrétaire général et dont les services sont nécessaires à la Commission et à ses organismes subsidiaires.

#### *Article 24*

Le Secrétaire exécutif est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour les réunions de la Commission.

Au début de la session, il présente un rapport sur le programme de travail du Secrétariat au cours de la période comprise entre la session précédente et cette session.

Au cours des périodes comprises entre les sessions, le Secrétaire exécutif veille à ce que, dans la mesure du possible, les Etats membres soient informés des résultats des travaux en cours et des opinions exprimées par les Etats membres au sujet de ces résultats.

#### *Article 25*

En exerçant ses fonctions, le Secrétaire exécutif agit au nom du Secrétaire général.

#### *Article 26*

Avant que la Commission n'adopte de nouvelles propositions entraînant des dépenses pour les Nations Unies, le Secrétaire exécutif prépare et communique aux membres de la Commission une évaluation des incidences financières des propositions auxquelles la Commission ne peut pas faire face à l'aide des ressources du secrétariat. Le Président appelle l'attention des membres de la Commission sur cette évaluation et les invite à l'examiner avant d'adopter les propositions.

## CHAPITRE VI

### Conduite des débats

#### *Article 27*

La majorité absolue des membres de la Commission constitue le quorum, sous réserve des dispositions du troisième paragraphe de l'article 11 du présent règlement intérieur.

#### *Article 28*

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance de la Commission, dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président peut également rappeler à l'ordre un orateur si les remarques de ce dernier ne se rapportent pas à l'objet de la discussion.

#### *Article 29*

Au cours de la discussion de toute question, tout délégué peut déposer une motion d'ordre. Dans ce cas, le Président fait immédiatement connaître sa décision; si quelqu'un s'y oppose, le Président soumet aussitôt cette décision à l'avis de la Commission, qui la confirme ou la rejette à la majorité des voix.

#### *Article 30*

Au cours de la discussion de toute question, tout délégué peut demander l'ajournement du débat. Toute motion dans ce sens a la priorité et est mise immédiatement en discussion. Un orateur pour et un contre peuvent prendre la parole, en dehors de l'auteur de la motion, dont le droit d'intervenir n'est pas limité.

#### *Article 31*

Tout délégué peut à tout moment proposer la clôture des débats, même si un autre délégué a manifesté le désir de prendre la parole. Deux orateurs seulement sont autorisés à prendre la parole, contre la motion de clôture.

#### *Article 32*

Le Président consulte la Commission sur la motion de clôture. Si la Commission approuve la motion, le Président prononce la clôture du débat.

#### *Article 33*

La Commission peut limiter le temps de parole de chaque orateur.



#### *Article 34*

Toute motion ou tout amendement à une motion est, à la demande de tout délégué, communiqué par écrit au Président, qui en donne lecture avant de mettre la motion ou l'amendement en discussion, après quoi cette motion ou cet amendement sont immédiatement mis aux voix. Le Président peut décider qu'avant la mise en discussion et la mise aux voix d'une motion ou d'un amendement, le texte en sera distribué aux membres présents de la Commission.

Cet article ne s'applique pas aux motions d'ordre telles que les motions de clôture ou d'ajournement.

#### *Article 35*

Les principales motions et les principaux projets de résolution sont mis en discussion et aux voix selon l'ordre dans lequel ils ont été déposés, à moins que la Commission n'en décide autrement.

#### *Article 36*

Quand un amendement modifie une proposition, y ajoute ou en retranche certaines dispositions, on vote d'abord sur cet amendement, puis, s'il est adopté, sur la proposition amendée.

#### *Article 37*

Si deux ou plusieurs amendements à une proposition sont en présence, la Commission vote d'abord sur l'amendement qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition initiale, puis, s'il en est besoin, sur l'amendement qui s'éloigne le plus après lui de cette proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix.

#### *Article 38*

La Commission peut, à la demande de tout délégué, décider de mettre séparément aux voix différentes parties d'une motion ou d'une résolution. Dans ce cas, le texte résultant des différents votes sera mis aux voix dans son ensemble.

### CHAPITRE VII

#### **Vote**

#### *Article 39*

Chaque membre de la Commission dispose d'une voix.

#### *Article 40*

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votants, sous réserve des dispositions de l'article 10 et du troisième paragraphe de l'article 11 du présent règlement intérieur.

#### *Article 41*

En règle générale, la Commission vote à main levée, sauf lorsqu'un délégué demande le vote par appel nominal, qui a lieu alors dans l'ordre alphabétique espagnol des noms des Etats membres.

#### *Article 42*

Toutes les élections ont lieu au scrutin secret.

#### *Article 43*

Si, lors d'un vote qui ne concerne pas une élection, il y a partage égal de voix, on procède à un deuxième tour de scrutin à la séance suivante. Si ce second vote aboutit de nouveau à l'égalité des voix, la proposition est considérée comme repoussée.

### CHAPITRE VIII

#### **Langues**

#### *Article 44*

Le texte définitif du rapport de la Commission au Conseil économique et social et des résolutions qu'elle a adoptées est rédigé en espagnol, en français, en anglais et en portugais, qui sont les langues officielles de la Commission. Les trois premières de ces langues sont les langues de travail de la Commission<sup>1</sup>.

#### *Article 45*

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans les autres langues de travail.

### CHAPITRE IX

#### **Comptes rendus**

#### *Article 46*

Les comptes rendus analytiques des séances de la Commission sont dressés par le secrétariat. Ils sont envoyés aussitôt que possible aux délégués des Etats membres et aux représentants des organisations ou institutions gouvernementales qui ont participé aux séances en question. Ces délégués doivent informer le secrétariat, au plus tard soixante-douze heures après la distribution des comptes rendus, de toute modification qu'ils désirent y voir apporter.

---

<sup>1</sup> Par sa résolution 301 (XI) du 7 août 1950, le Conseil économique et social a approuvé cette disposition.

#### *Article 47*

Le texte révisé des comptes rendus analytiques des séances publiques est distribué aussitôt que possible, conformément à l'usage des Nations Unies. Cette distribution s'étend aux membres associés, s'il y a lieu et dès leur admission, au Conseil économique et social interaméricain et, le cas échéant, aux gouvernements admis à titre consultatif.

#### *Article 48*

Le texte révisé des comptes rendus analytiques des séances privées est distribué aussitôt que possible aux membres de la Commission, aux membres associés, s'il y a lieu et dès leur admission, à tous les gouvernements qui ont participé à titre consultatif à la séance en question, aux institutions spécialisées et au Conseil économique et social interaméricain. La Commission décide s'il faut distribuer le texte à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

#### *Article 49*

Le texte de tous les rapports, résolutions, recommandations et autres décisions officielles qu'adoptent la Commission, ses sous-commissions ou autres organismes subsidiaires et ses comités est communiqué aussitôt que possible aux membres de la Commission, aux membres associés, s'il y a lieu et dès leur admission, à tous les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées, au Conseil économique et social interaméricain, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et aux organisations non gouvernementales intéressées de la catégorie B et du registre.

### CHAPITRE X

#### **Publicité des séances**

#### *Article 50*

En règle générale, les séances de la Commission sont publiques. La Commission peut décider de tenir à huis clos une ou plusieurs de ses séances.

### CHAPITRE XI

#### **Relations avec les organisations non gouvernementales**

#### *Article 51*

a) Les organisations non gouvernementales des catégories A et B et du registre peuvent désigner des représentants accrédités pour assister en qualité d'observateurs aux séances publiques de la Commission.

b) Les organisations des catégories A et B peuvent présenter par écrit des exposés relatifs aux travaux de la Commission, sur des sujets à l'égard desquels ces organisations ont une compétence spéciale. Le Secrétaire exécutif fait distribuer aux membres de la Commission ces exposés, sauf lorsqu'ils ne sont plus d'actualité, par exemple lorsqu'ils ont trait à des questions déjà résolues.

c) Pour le dépôt et la distribution de ces exposés écrits, on respectera les conditions suivantes :

i) L'exposé écrit sera rédigé dans une des langues officielles de la Commission ;

ii) Il sera déposé assez tôt pour que les consultations voulues puissent avoir lieu avant la distribution entre le Secrétaire exécutif et l'organisation ;

iii) L'organisation prendra dûment en considération, avant de remettre l'exposé sous sa forme définitive, toutes les observations que le Secrétaire exécutif aura pu faire au cours de ces consultations ;

iv) Un exposé écrit remis par une organisation de la catégorie A ou de la catégorie B sera distribué *in extenso* s'il ne comprend pas plus de 2.000 mots. Lorsqu'un exposé comprendra plus de 2.000 mots, l'organisation en remettra un résumé à distribuer ou assez d'exemplaires du texte complet, dans les trois langues de travail, pour suffire à la distribution. Toutefois, un exposé pourra également être distribué *in extenso* si la Commission le demande expressément ;

v) Le Secrétaire exécutif peut inviter des organisations inscrites au registre à remettre des exposés écrits. Les dispositions des alinéas i, iii et iv du présent paragraphe sont applicables à ces exposés ;

vi) Le Secrétaire exécutif fait distribuer dans les langues de travail de la Commission les exposés écrits ou, le cas échéant, les résumés.

## Article 52

a) La Commission peut consulter des organisations des catégories A ou B, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un comité ou de comités créés à cet effet. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu sur l'invitation de la Commission ou sur la demande de l'organisation intéressée. Sur la recommandation du Secrétaire exécutif et sur la demande de la Commission, la Commission peut aussi entendre des organisations inscrites au registre.

b) Sous réserve des articles pertinents du règlement intérieur relatifs aux incidences financières, la Commission peut recommander qu'une organisation particulièrement compétente dans un domaine donné entreprenne certaines études ou enquêtes ou rédige certains documents pour la Commission. Dans ce cas, les dispositions restrictives de l'alinéa iv du paragraphe c de l'article 51 ne sont pas applicables.

## CHAPITRE XII

### **Sous-commissions, autres organismes subsidiaires et comités**

#### *Article 53*

Après consultation des institutions spécialisées intéressées, et avec l'approbation du Conseil économique et social, la Commission peut créer les sous-commissions ou organismes subsidiaires qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa tâche; elle fixe le mandat et la composition de chacun d'entre eux. Ils peuvent se voir déléguer l'autonomie qui leur est nécessaire pour accomplir avec efficacité leurs fonctions techniques.

#### *Article 54*

La Commission peut créer les comités et sous-comités qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

#### *Article 55*

Les sous-commissions ou autres organismes subsidiaires adopteront leur propre règlement intérieur, à moins que la Commission n'en décide autrement.

## CHAPITRE XIII

### **Rapports**

#### *Article 56*

La Commission remet une fois par an au Conseil économique et social un rapport complet sur son action et ses projets, y compris ceux des organes subsidiaires; elle fait en outre des rapports provisoires à chaque session ordinaire du Conseil<sup>2</sup>.

## CHAPITRE XIV

### **Amendements et suspension d'application**

#### *Article 57*

Les dispositions du présent règlement intérieur peuvent être amendées ou suspendues par la Commission si les amendements ou les suspensions proposés ne visent pas à éluder les termes du mandat fixé par le Conseil économique et social.

---

<sup>2</sup> Par sa résolution 234 B (IX) du 12 août 1949, le Conseil économique et social a décidé de modifier le paragraphe 12 du mandat de la Commission en supprimant les mots "et elle établira un rapport provisoire à chaque session ordinaire du Conseil".





